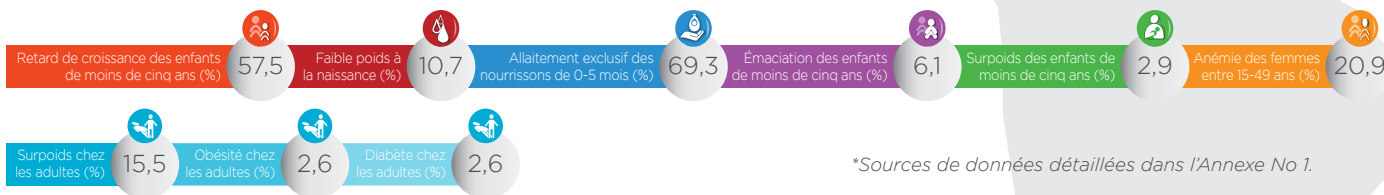




Date d'adhésion : février 2013  
Population : 9,82 millions

# Burundi



\*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

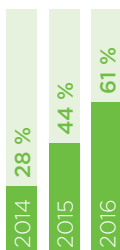
## Transformations institutionnelles en 2015 - 2016



### Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

La Plateforme multisectorielle de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PMSAN, d'après ses sigles en français), institutionnalisée par décret en 2014, associe différents acteurs dans un comité de pilotage de haut niveau et dix groupes de travail techniques. Ce système est coordonné par le chef

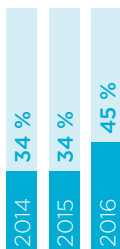
de cabinet adjoint du 2<sup>ème</sup> Vice-Président, soutenu par un secrétariat et les coordonnateurs de réseaux existants (REACH, UE, Croix Rouge). Depuis 2015, le contexte politique a ralenti les travaux de la PMSAN. La nécessité de renforcer l'approche communautaire et décentralisée est désormais reconnue.



### Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Plusieurs documents stratégiques témoignent d'un cadre politique et juridique cohérent : le Plan stratégique multisectoriel de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PSMSAN, d'après ses sigles en français) 2014-2017 ; une stratégie nationale de fortification des aliments ; la Politique nationale de la santé 2016-2025. Cependant, la législation sur le congé maternité doit

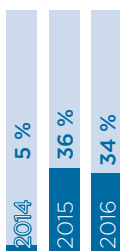
être revue pour pouvoir répondre aux directives nationales concernant l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant. De plus, la diffusion des documents politiques validés doit être renforcée, tout en consolidant l'engagement renouvelé des parlementaires. Enfin, les enquêtes nutritionnelles ne sont pas régulières.



### Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Le PSMSAN est un document de référence dans la mise en œuvre des activités contribuant à la nutrition, dont certaines activités pilotes sont mises en œuvre. En 2015, lors de l'exercice d'élaboration de ses coûts, le gouvernement, la société civile et les Nations-Unies ont convenu de la nécessité d'aboutir

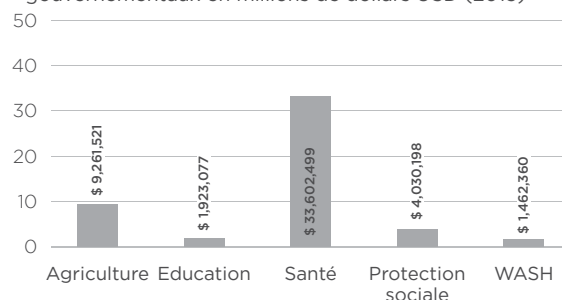
à un consensus sur une liste unique d'actions prioritaires correspondant aux priorités nationales. Celle-ci servira de base à un plan d'action, aux coûts associés plus réalistes, assorti d'un système de suivi et d'évaluation qui favorisera l'alignement des acteurs.



### Suivre les financements et mobiliser les ressources

La mobilisation des fonds est rendue difficile par l'absence d'estimation des coûts du PSMSAN, alors que le contexte politique du pays a entraîné une diminution des allocations budgétaires en faveur de la nutrition et du décaissement des fonds de partenaires extérieurs. Afin de pallier ces difficultés, le Burundi s'est engagé dans l'analyse des allocations budgétaires de 2015 et 2016, et envisage la mise en place d'un plan de suivi budgétaire ainsi que d'un fonds commun du gouvernement pour favoriser l'alignement des secteurs sur les politiques et programmes nationaux.

Allocations pour la nutrition dans différents secteurs gouvernementaux en millions de dollars USD (2015)



## PRIORITÉS 2016 - 17

- Redynamiser les groupes techniques de travail de la plateforme multisectorielle.
- Terminer le chiffrage du plan stratégique multisectoriel de sécurité alimentaire et de nutrition (2014-2017).
- Cartographier les interventions et les intervenants influençant la nutrition.
- Initier une stratégie intégrée de communication pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle.